

L'an dernier, il réalisa \$186,000, mais on ne lui permit de garder que \$40,000, et sur ce dernier montant, il dût acquitter l'impôt personnel sur le revenu. Qu'est-ce qui peut pousser les contribuables à se lancer dans de nouvelles entreprises s'ils doivent payer l'impôt sur le revenu en tant que particuliers après avoir versé dans les coffrets de l'Etat des sommes tellement considérables au chapitre de l'impôt sur les sociétés? Le revenu de cet homme ne provenait aucunement de l'effort de guerre.

Voilà la situation qui règne au pays, et il faut immédiatement faire une mise au point. Jusqu'ici, on n'a pas tenté d'y remédier. Il est vrai que l'an dernier, on a quelque peu modifié la loi de l'impôt sur le revenu en ce qui a trait aux évaluations et aux amortissements, mais on n'a pas tenté sérieusement de permettre à l'industrie de se maintenir.

Afin d'écouler les denrées que la présente industrie sera en mesure de produire après la guerre, il nous faudra vendre sur les marchés internationaux. En ce moment, nos meilleurs hommes d'affaires devraient se trouver dans les pays auxquels nous espérons vendre nos produits; ils devraient en étudier les exigences, afin de nous apprendre comment réussir contre nos concurrents. Je le dis à regret, mais, à mon sens, les comités du genre de celui que présidait le principal de l'université McGill, ne seront pas très utiles. Le principal de McGill est un excellent homme, qui est très compétent; mais ces groupes ne s'attaquent pas au problème le plus important; celui de trouver les marchés voulus pour écouler nos denrées. Souvenons-nous que ce n'est que dans la mesure où nous les obtiendrons que nous pourrions maintenir notre industrie.

Il se pose un deuxième problème de grande envergure: Où vendrons-nous notre bétail, notre grain et nos porcs après la guerre? Depuis cinq ans dans l'Ouest canadien—je vois que l'honorable sénateur de St-Jean-Baptiste (l'honorable M. Beaubien) m'écoute et je devrai donc citer des chiffres exacts—ou à coup sûr depuis dix ans, par suite de l'expansion qu'a prise la culture motorisée, nous avons produit, avec la même somme de travail, deux fois autant de grain qu'auparavant. Que ferons-nous de cette importante industrie agricole au retour de nos jeunes combattants? La situation sera compliquée. Comment persuader des jeunes gens qui ont servi dans l'armée, par exemple, à s'établir sur une ferme pour y cultiver du blé leur rapportant cinquante-cinq, soixante ou soixante-cinq cents le boisseau sans leur donner aucune certitude qu'ils pourront vendre leur récolte même à ce prix? Ces jeunes gens voudront-ils élever

L'hon. M. HAIG.

des porcs valant 2½c à 3c la livre ou du bétail valant 5c ou 6c la livre? La plupart des jeunes gens qui sont allés outre-mer diront probablement: "J'ai combattu pour autre chose que cela, et j'y tiens". Si nous n'admettons pas cet état de choses et refusons d'agir, les socialistes obtiendront les votes sans même les rechercher.

Je puis dire sans me vanter que nous du Manitoba sommes plus renseignés sur les socialistes que les Canadiens d'autres régions. Les partisans de cette doctrine se trouvent dans cette province depuis plus longtemps qu'ailleurs au pays. Evidemment, au début, ils ne portaient pas le nom de socialistes; en 1914, leur groupe se désignait parti travailliste indépendant et notre assemblée législative comptait dix de leurs partisans. Ces gens ne sont pas élus parce qu'ils préconisent un bon programme mais bien parce que le nôtre ne répond pas à ce que la population attend de nous. L'élection des socialistes en Saskatchewan est la conséquence des années difficiles que nous avons traversées dans l'Ouest de 1930 à 1937 ou 1938. Une crise mondiale fut déclenchée en 1929, mais même sans cette catastrophe, l'Ouest canadien aurait pendant longtemps connu des jours pénibles par suite de récoltes manquées, de sécheresse, de sauterelles, et le reste, sans parler des prix ridiculement bas auxquels se vendait le blé ne permettant aux cultivateurs de réaliser aucun bénéfice. Je désire que le gouvernement actuel ou un autre empêche le renouvellement d'un tel état de choses. Une fois le conflit terminé, il nous faudra des marchés non seulement pour nos produits fabriqués mais aussi pour les diverses denrées de la ferme. A mon sens, honorables sénateurs, on n'a pas accordé toute l'attention voulue à l'étude de ce problème.

Je tiens à faire une courte digression. Je suppose qu'on ne devrait pas tenir de discussions sur la politique en cette enceinte.

L'honorable M. HOWARD: Ce serait intéressant.

L'honorable M. HAIG: Je me demande pourquoi le gouvernement n'a pas procédé à des élections en septembre dernier. J'aimerais me renseigner là-dessus. On me répondra que le pays était en guerre. Toutefois, des élections ont eu lieu aux Etats-Unis l'automne dernier, alors qu'ils étaient en guerre.

L'honorable M. KING: Les élections étaient inévitables là-bas.

L'honorable M. HAIG: Des élections ont eu lieu en Australie en temps de guerre, ainsi qu'en Nouvelle-Zélande.